

Pour une paix juste et durable : halte aux massacres à Gaza et en Cisjordanie.

Depuis les attaques du 7 octobre et les actes de barbarie commis par le Hamas, le gouvernement d'extrême droite de Benyamin Netanyahou a engagé Israël dans une guerre de vengeance contre les Palestiniens et les Palestiniennes. Les massacres se succèdent et s'intensifient dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Le bilan s'élève à environ 20000 morts et 50000 blessés, sans compter les corps qui n'ont pas encore été retrouvés sous les décombres. 70% de la population a subi un déplacement forcé vers la moitié sud de Gaza pour tenter d'échapper aux bombardements incessants de l'armée Israélienne.

Dans les territoires occupés de Cisjordanie, les colons multiplient les expéditions punitives, et l'armée Israélienne arrête, humilie et assassine de plus en plus d'habitants, dans le but de terroriser la population.

Selon les experts de l'ONU, cette situation s'apparente à un génocide, qui intervient après 70 ans d'un apartheid et d'une colonisation des territoires Palestiniens organisé par l'état d'Israël, dans le silence le plus complet de la scène politique internationale.

Le gouvernement français, par la voie des présidents de l'Assemblée Nationale et du Sénat, s'est d'ailleurs empressé d'apporter son soutien complet et inconditionnel à Israël, et de criminaliser les actions de soutien envers le peuple Palestinien en interdisant les manifestations et en verbalisant les participants. Mis en difficulté par les mobilisations françaises et internationales, Emmanuel Macron a finalement appelé à un cessez le feu, trois semaines après le début des massacres.

L'Union Départementale des Syndicats CGT de la Vienne, par la voie de son comité Général, apporte tout son soutien aux victimes civiles de la barbarie. Nous sommes convaincus de la nécessité de lutter, à notre échelle, contre les exactions de Benyamin Netanyahou qui viole toutes les règles du droit international. Nous apportons donc notre soutien aux syndicats qui, en France comme à l'étranger, ont refusé de fabriquer et de transporter des armes destinées à l'armée Israélienne, et nous appelons à rejoindre toutes les manifestations de soutien organisées dans le département pour mettre fin à ces massacres.

Plus que jamais, il est de notre devoir d'exiger un cessez le feu, la libération des otages et des prisonniers politiques, ainsi qu'une solution à deux états pour mettre fin à l'apartheid subi par les Palestiniens et Palestiniennes et rétablir une paix juste et durable dans la région, comme le prévoient les accords d'Oslo. Enfin, la France doit ratifier la résolution de l'Assemblée Nationale de 2014, qui reconnaît l'existence d'un état Palestinien.

Autant qu'il le faudra, nous nous tiendront debout aux côtés de Palestiniens et Palestiniennes et de tous les peuples qui subissent l'oppression de gouvernements coloniaux et capitalistes, car comme le disait Nelson Mandela : « Notre liberté est incomplète sans celle des Palestiniens ».